Human Resources

**United Nations Children’s Fund**

**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Titre**  Recrutement d’un (e) expert (e) national (e) en protection sociale | **Funding Code** | **Type of engagement**  Consultant  Individual Contractor Part-Time  Individual Contractor Full-Time | **Duty Station:**  Tunisia Country Office |
| **Purpose of Activity/Assignment:**  Analyse des besoins pour une revalorisation des allocations familiales du secteur contributif en Tunisie. | | | |
| **I. Contexte de la consultation :**  A l’instar de la plupart des états membres des Nations Unies, la Tunisie a souscrit à un ensemble de standards et normes relatives aux droits sociaux et économiques, parmi lesquels le droit à la protection sociale, au sein du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté en 1966. L’article 9 du Pacte garantit le droit à la sécurité sociale et à l’assurance, de sorte à protéger les personnes contre les risques qui peuvent porter atteinte à leur capacité productive, de manière permanente ou temporaire (maladie, handicap, maternité, accident de travail, chômage ou vieillesse, par exemple), et assure le soutien adéquat aux familles, protégeant les survivants et les orphelins. En outre, l’article 10 du Pacte garantit le droit des familles à la protection et à l’assistance sociale, en particulier lorsqu’elles sont responsables du soin et de l’éducation de ses enfants[[1]](#footnote-1). Ainsi, la Constitution de 2022 a proclamé les droits sociaux, qu’il s’agisse des droits s’adressant à tous les citoyens ou des droits propres à certaines catégories de personnes en fonction de leur situation de vulnérabilité, ou encore des droits fondamentaux liés au travail. L’article 43 affirme que l’Etat garantit le droit à la couverture sociale, dans les conditions fixées par la loi. Cette disposition confirme à ce sujet le rôle central de l’Etat, dont l’intervention en matière de protection sociale constitue l’épine dorsale de toute politique de développement humain. D’autres droits sociaux s’adressent à certaines catégories de personnes en état de vulnérabilité, ayant besoin d’une protection renforcée adaptée à leur situation de faiblesse. C’est le cas des enfants auxquels l’Etat doit fournir toutes les formes de protection, sans discrimination et conformément au principe de l’intérêt supérieur de l’enfant, selon les termes de l’article 52 de la Constitution. Le même article ajoute que « l’Etat prend en charge les enfants abandonnés ou de filiation inconnue ». De plus, la Constitution prévoit, dans son article 53, que l’Etat doit garantir l’aide aux personnes âgées dépourvues de soutien. L’article 54 prévoit également que l’Etat protège les personnes avec handicap contre toute discrimination et prend toutes les mesures propres à leur garantir une entière intégration au sein de la société[[2]](#footnote-2).    Ces ambitions sociales sont cependant fragilisées par la situation économique. En effet, la Tunisie est confrontée à un contexte socio-économique difficile avec une récession économique de 9,2% en 2020 et une faible croissance en 2021, 2022 et 2023 accompagnée d’une forte inflation en 2022 et 2023. Le taux de pauvreté monétaire a augmenté de 15% en 2015 à 16,6% en 2021 (INS), et la pauvreté des enfants s’est plus aggravée que celle touchant l’ensemble de la population[[3]](#footnote-3).    Dans ce contexte, le système des Nations Unies en Tunisie appuie, à travers l’effet 3 de l’UNSDCF, le gouvernement à renforcer le système de protection sociale afin qu’en 2025, les systèmes de santé, d’éducation et de protection sociale soient résilients et assurent un accès équitable et des services de qualité, particulièrement pour les plus vulnérables, et un engagement effectif de la population. | | | |

|  |
| --- |
| L’UNICEF, agence lead de l’effet 3 de l’UNSDCF et le ministère des affaires sociales ont convenu dans leur plan de travail annuel 2024-2025 de conduire une étude visant à élaborer une analyse de la branche contributive des allocations familiales (CNSS et CNRPS) et la pertinence de leur revalorisation pour un alignement avec les allocations enfants du programme AMEN Social (activité 1.2.1.5 du PTA 2024-2025).    **1. Le système de protection sociale en Tunisie**    Le système de protection sociale tunisien est l'un des plus complets de la région MENA. Il comprend des prestations contributives et non contributives, ainsi que des politiques sociales étroitement liées au marché du travail, ainsi que des subventions alimentaires et énergétiques universelles. Cependant, le système de protection sociale n'a pas encore eu la forte orientation en faveur des enfants qu'il devrait avoir, malgré des évidences alarmantes des dommages causés au bien-être des enfants lorsque le système de protection sociale est absent ou inadéquat. Trop d'enfants sont encore exclus des allocations familiales contributives et non contributives. Cet état des lieux des allocations familiales est justifié étant donné que la plupart des branches décrites par les conventions internationales sur les standards minimums de protection sociale sont couverts en Tunisie. La protection sociale en Tunisie est composée de deux systèmes : le contributif (assurantiel) et le non-contributif (assistanciel) :     1. **Le système contributif** comprend trois régimes sous la supervision du Ministère des Affaires Sociales:   i) La CNRPS (Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale), pour le secteur public, couvrant les prestations de vieillesse, d’invalidité, de décès et de famille ; ii) La CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale) ; iii) La CNAM (Caisse Nationale d’Assurance Maladie) couvre pour sa part la maladie, l’accident et la maladie professionnelle pour les cotisants du secteur public et du secteur privé.   1. Le **système non-contributif (assistanciel)** est composé principalement des **programmes d’assistance sociale non-contributifs** qui sont du ressort du Ministère des Affaires Sociales, en coordination avec le Ministère de la Santé et le Ministère de l’Education, à travers le programme « AMEN Social ». Ce programme a été mis en place après l’adoption de la Loi AMEN Social 2019-10 réformant le système d’assistance sociale, prenant en compte la pauvreté multidimensionnelle et fixant de nouvelles bases en vue d’élargir l’accès à la protection sociale en Tunisie[[4]](#footnote-4).   Son objectif est d’assurer l’existence d’un système de protection sociale qui couvre la population entière, basé sur l’approche du cycle de vie et qui ne laisse personne derrière grâce à l’inclusion de parties importantes de la population. Dans le cadre du programme AMEN Social, il existe différents sous-programmes qui se complètent :   * + **Le programme National d’Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN) :** les ménages inscrits dans le cadre de ce programme d’assistance sociale constituent les deux déciles les plus pauvres de la population *comme « les individus ou les familles qui souffrent d’une privation multidimensionnelle qui touche le revenu, la santé, l’éducation, l’accès aux services publics et les conditions de vie* » et qui reçoivent des transferts monétaires permanents (TMP) mensuels d’un montant de 240 TND.   + **Le Programme d’Assistance Médicale Gratuite (AMG1) :** avec le PNAFN, les ménages inscrits à ce programme d’assurance santé constituent les deux déciles les plus pauvres de la population et bénéficient des services médicaux gratuits. |

5

Centre de Recherches et d’Etudes Sociales, 2019

•

**Le Programme d’Assistance Médicale à tarif réduit (AMG2)**

**:**

l

es ménages inscrits dans le

cadre de ce programme

d’assurance santé

ont accès aux soins de santé à un cout réduit.

✓

Les trois

sous

-

programmes d

u programme social

AMEN Social couvrent environ 1 million de

ménages

tunisiens à fin 2023.

**2.**

**Programmes de protection sociale**

**destinée aux**

**e**

**nfant**

**s**

**en**

**Tunisie**

**Système contributif de la protection Sociale pour les enfants**

Quatre

-

vingt

-

dix pour cent de la population

active dans le secteur formel sont couverts par les trois principaux fonds d’assurance sociale contributifs, qui

comprennent des prestations familiales pour jusqu’à trois enfants par foyer. Cela couvre environ 38

% des

enfants tunisiens

5

. Cependant, le montant de l’allocation familiale contributive est d’une faible adéquation

et n’a pas été révisé depuis plusieurs décennies. Ainsi, les assurés sociaux du volet contributif,

de certains

régimes

-

ayant des enfants à charge bénéficient de

:

•

**Majoration pour salaire unique**

•

**Allocations familiales**

**:**

Les allocations familiales (AF) sont octroyées aux assurés sociaux de certains

régimes de sécurité sociale du secteur public et privé. En sont éligibles les trois premiers enfants

adoptés ou à charge) des employés adhérents à la Caisse Nationale de Retrai

(

te et de Prévoyance

Sociale (CNRPS) et à

quatre

des huit régimes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) qui

sont les

suivants

:

o

(

i)

Salariés Non Agricoles (RSNA), (ii) Salariés Agricoles Amélioré (RSAA) (iii) étudiants

et (iv)

2

régimes des pécheurs

. Sont exclus des AF les enfants des employés agricoles,

d

es employés

à propre compte

ou TNS, des artistes, des petits pécheurs

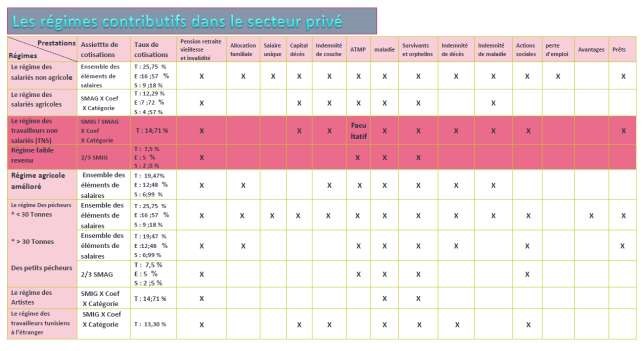
et

d

es employés à faible revenu.

Le montant des AF est dégressif selon le nombre d’enfants et n’est octroyé que dans la limite de trois enfants

:



|  |
| --- |
| * 7,3 DT par mois pour le premier enfant correspondant à 18% d'un salaire trimestriel plafonné à 122 DT, * 6,5 DT par mois pour le 2ème enfant soit 16% du salaire plafonné, * 5,7 DT par mois pour le 3ème enfant ce qui correspond à 14% du salaire plafonné.   La valeur des allocations familiales n’a pas fait l’objet de révision depuis 1988[[5]](#footnote-5). En se référant à l’enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages réalisée par l’INS en 2015, la valeur moyenne de l’AF représente 0,5% du budget moyen d’une famille tunisienne, et 2,1% des dépenses moyennes par tête[[6]](#footnote-6).  Les AF sont gérées par la CNSS pour les assurés sociaux du secteur privé. Pour les assurés sociaux du secteur public, elles sont octroyées directement par les employeurs pour les actifs et par la CNRPS pour les pensionnés :   1. Les cotisations au titre des AF diffèrent selon le régime dans le secteur privé. Elles sont de 3,1% pour le Régime des Salariés Non Agricoles (dont 2,2% à la charge de l'employeur et 0,9% à la charge de l'employé) et de 4,5% pour le Régime des Salariés Agricoles Amélioré (dont 3% à la charge de l'employeur et 1,5% à la charge de l'employé). 2. Au niveau du secteur public, les assurés sociaux avec des enfants à charge ont droit aux allocations familiales, sans être soumis à des cotisations.     **Programmes d’assistance sociale non-contributifs**  Depuis la crise de la COVID-19, la pauvreté des enfants s’est aggravée en Tunisie. Le taux de pauvreté des enfants a atteint un taux de 26% en 2021, largement plus important que le taux de pauvreté national de 16,6%. Ce taux correspond à 826 000 enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté, dont 406 000 vivants en milieu rural et 240 000 dans la région du Centre-Ouest, région dans laquelle un enfant sur deux vit sous le seuil de pauvreté national[[7]](#footnote-7).  Pour faire face à ces défis de la pauvreté des enfants et des disparités régionales persistantes, le ministère des Affaires Sociales travaille sur le renforcement du système de protection sociale et de ces 2 composantes : la composante contributive et la composante non contributive. Cependant, il est à noter que durant les dernières années, le renforcement a été remarquable sur le segment non-contributif (assistanciel). En termes de protection sociale pour les enfants tunisiens, le Ministère a mis en place l’ébauche d’un revenu minimum pour les enfants âgés de 0-18 ans (Pilier Enfance du socle de protection sociale). Ce nouveau programme est composé par :   * + **Le Programme d’allocations monétaires pour les enfants (0-18 ans) issus des familles pauvres et vulnérables enregistrées dans le programme AMEN Social :** le programme assure la mise en place de la garantie d’un revenu minimum pour les enfants (30TND/ mois, soit 1dt/jour), afin de renforcer les capacités des familles pauvres à subvenir aux besoins essentiels de leurs enfants de moins de 18 ans. L’allocation enfant pour la tranche d’âge 0-5 ans a été institutionnalisée par décret en janvier 2022[[8]](#footnote-8) et l’allocation enfant pour la tranche d’âge 6-18 ans est pilotée, avec l’appui de l’UNICEF, depuis septembre 2022. Cette allocation monétaire pour les enfants couvre actuellement environ 17% pour les 0-5 ans et 19% pour les 6-18 ans des enfants tunisiens.   + **Le programme d’allocation monétaires pour les enfants avec handicap (6-18 ans) issus des familles pauvres et vulnérables :**  en complément de l'allocation mensuelle pour enfant de 30 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| TND, une allocation mensuelle de 20 TND est octroyée à chaque enfant porteurs d’handicap et issus de familles bénéficiaires du programme AMEN Social.    En 2015, le nombre d’enfants de moins de 18 ans a été estimé à 3,1 millions, dont 1,19 million bénéficiaient d’un transfert monétaire sous le système contributif (CNSS, CNRPS) ou le système non contributif (Programme pour allocations scolaires (PPAS)). Ainsi, 1,83 million d’enfants ne bénéficiaient d’aucune forme d’allocation familiale ou allocation monétaire enfant.    La Figure 1 présente le taux de couverture des enfants par groupe d’âge et montre que près de 59% des enfants ne bénéficiaient en 2015 d’aucun transfert monétaire hormis les aides scolaires ponctuelles. Pour le groupe d’enfants 6-12 ans et 13-17 ans, le taux de couverture était estimé en 2015 à 45% à 35% respectivement. Des disparités importantes dans la couverture sont également observées entre les deux systèmes. Le taux de couverture sous le système non contributif est en 2015 estimé à 8% alors qu’il atteint 58% pour le système contributif. Le nombre total des bénéficiaires du Programme pour Allocations Scolaires (PPAS) ne dépassaient pas 74 569 enfants en 2015. En 2023, on estime que 156,000 enfants de 0-5 ans de AMEN Social bénéficient de l’allocation enfant mensuelle de 30DT, 144,305 enfants de 6-18 ans de AMEN Social bénéficient de l’allocation mensuelle PPAS de 10DT sur budget de l’Etat et complétée par 20DT par mois de l’UNICEF et que 278,378 enfants de 6-18 de AMEN Social bénéficient de l’allocation enfant mensuelle de 30DT financée par UNICEF. Ainsi au total en 2023 environ 578,683 enfants AMEN Social bénéficient d’une allocation mensuelle de 30DT. | | | |
| **Figure 1 : Protection Sociale -** Les taux de couverture des enfants en 2015 | | |  |
|  | Population de moins de  18  ans  3  ,1 millions  les enfants couverts par le systeme  contributif  1  ,19 million (38,3%) en  2015  les enfants couverts par le systeme  non contributif  0  ,075 million en 2015(2,4%)  -  0  ,6  million en 2023 (19%)  les enfants non couverts  1  ,84 million (59%) en  2015 | *ans*  PPAS). |
| **Tableau 1: Répartition en 2019 de la population couverte et exclue des AF par régime et groupe d’âge**   |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Groupe | Population en millions | Enfants couverts par un transfert monétaire | Dont régime contributif | Enfants Exclus de toute prestation financière  mensuelle (5) tout transfert monétaire | Dont les parents dans le régime contributif | Dont les parents dans  le système non  contributif | | 0-5 ans | 1,1 | 0,43 | 0,43 | 0,62 | 0,26 | 0,36 | | 6-12 ans | 1,2 | 0,53 | 0,48 | 0,66 | 0,31 | 0,35 | | 13-17 ans | 0,9 | 0,30 | 0,27 | 0,55 | 0,29 | 0,26 | | **Total** | **3,1** | **1,26** | **1,19** | **1,84** | **0,86** | **0,98** |   *Source : CRES 2019, avant l’institutionnalisation des allocations enfants 0-5 ans et le pilote pour des allocations enfants 6-18 AMEN Social.*  En 2015, les transferts assistanciels distribués aux enfants de moins de 18 ans s’élevaient à 102 millions de dinars (0,12% du PIB), dont 9 millions étaient consacrés au Programme pour les Allocations Scolaires ( Cette situation, en 2023, s’est grandement améliorée avec l’institutionnalisation de l’allocation pour les |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| enfants en 0-5 ans et l’appui de l’UNICEF pour les enfants 6-18 ans. Ainsi, fin 2023 environ 19% des enfants Tunisiens étaient bénéficiaires de l’allocation enfant de AMEN Social.    Dans ce contexte, avec l’objectif d’assurer une couverture de protection sociale pour tous les enfants tunisiens et afin de renforcer l’accès à un système national de protection sociale plus équitable et adapté aux besoins de tous les enfants en Tunisie, le Ministère des Affaires Sociales vise à :  ✓ Mettre en place une allocation enfant universelle mensuelle de 30TD pour chaque enfant inscrit dans le système de protection sociale des régimes contributif et non-contributif. ✓ Renforcer la mise en place du socle national de protection sociale    **Figure 3 : Vision du Ministère des Affaires Sociales**   |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | **ision du inist re des aires o iales** | | | | | | | **niformiser les alloca ons enfants alloca on universelle de 0 enfant enforcement de la mise en place du socle de protec on sociale** | | | |  | |  |  | | **Montantsalloca ons enfant** | | **Montantsalloca ons enfant** | |  | | Nombre d enfants 0 5 ans **220** | | Nombre d enfants **2 2 1** | |  | Nombre d enfants 6 18 ans |     **I.**  **Justifications de l’étude**  Le programme de coopération entre la Tunisie et l’UNICEF pour la période 2021-2025 priorise des interventions importantes dans le domaine de la protection sociale sensibles aux enfants dans le cadre des réformes engagées par le Gouvernement dont celle relative à la vision présentée dans la stratégie nationale de développement 2023-2025. Les objectifs de ce programme de coopération s’alignent aux priorités nationales qui donnent une très grande importance à l’investissement public dans les domaines du développement humain et de la protection sociale tout en recherchant la performance et un impact plus élevé sur la population et les enfants en particulier.  Le gouvernement, avec le soutien de l'UNICEF, souhaiterait élaborer une feuille de route permettant d’assurer dans le court terme la revalorisation pour l’alignement des différentes catégories d’allocations familiales destinées aux enfants.  En effet, tel que présenté dans le contexte les allocations familiales des deux régimes contributifs et noncontributifs sont désormais d’une valeur différente, celle de AMEN Social étant plus généreuse. Cette situation présente le risque que le régime non-contributif puisse avoir un rôle d’opportunité pour les affiliés des régimes contributifs de la CNSS non-bénéficiaires des AF (surtout les ménages à faibles revenus) et qu’ils ne versent plus leurs cotisations de sécurité sociale à la CNSS pour bénéficier des prestations AMEN Social, plus attractives. Ce risque est déjà avéré selon les premières études faites par le CRES sur des populations |

|  |
| --- |
| particulières (petits pêcheurs, agriculteurs…) et ce phénomène pourrait prendre de l'ampleur si aucune mesure d'harmonisation n'est prise.  Ensuite, la situation et les tendances démographiques en Tunisie ont grandement évolué depuis la mise en place de la branche allocations familiales des régimes contributifs. Les allocations familiales des régimes contributifs ont été créées selon une formule dégressive, montant plus important pour le 1er enfant et limite a 3 enfants, pour encourager la maitrise de fécondité et la maîtrise de l’évolution démographique du pays. Actuellement, le taux de fécondité a atteint un niveau très bas inferieur a 2 (Indice synthétique de fécondité de 1.6 au niveau national et de 1 pour le quintile le plus riche, MICS 2023), entrainant un ralentissement de la croissance naturelle de la population, en plus de son vieillissement accéléré.  Enfin, la non-revalorisation nominale de l’allocation familiale (7DT depuis 1988) a engendré une forte baisse de son pouvoir d’achat, mesuré en termes réels. Ainsi, les 30 DT accordés actuellement aux enfants de AMEN Social, pourraient correspondre à une revalorisation des 7 DT des allocations familiales des régimes contributifs aux prix de 2023.  Dans cette optique, l'UNICEF souhaiterait recruter un consultant individuel pour entreprendre une analyse complète de la situation de la branche des allocations familiales des régimes contributifs, cotisations perçues et prestations versées, puis des stratégies à mettre en œuvre pour assurer la revalorisation des allocations familiales pour leur alignement avec l’allocation enfant de AMEN Social tout en élargissant la couverture des allocations familiales aux régimes spéciaux non-bénéficiaires de cette prestation sociale.  Le but de cette mission est d'appuyer le MAS à entreprendre une revue complète des options existantes pour la mise en œuvre d’une stratégie d’alignement des différentes catégories d’allocations familiales. Cette mission vise à fournir une analyse complète des ressources financières existantes et disponibles au niveau de la branche ‘allocation familiale’, des reformes paramétriques à mettre en place et des besoins en financement, des nouvelles réformes proposées dans le cadre de la stratégie de réformes du dispositif. En fonction des résultats de l’analyse de la situation de la branche ‘allocations familiales’, la mission visera également à établir des estimations de coûts pour divers scénarios, y compris les étapes de mise en œuvre des réformes au cours des prochaines années. L'objectif principal de cet exercice est d’appuyer une analyse complète de la situation de la ‘branche allocations familiales’ puis de préparer différents scenarios de réformes paramétriques accompagnées d’un chiffrage pluriannuel des coûts d’un ajustement du montant des allocations familiales du secteur contributif afin d'éclairer la décision d’une harmonisation des allocations enfants/familiales pour les secteurs contributifs et non-contributifs**.**    **II. Objectif général de la consultation :**    Cette consultation a pour objectifs :   * Engager des hauts fonctionnaires clés du ministère des affaires sociales, du CRES et des caisses de sécurité sociale (CNSS, CNRPS, CNAM), du ministère des Finances et du ministère de l’économie et de la planification pour établir un engagement institutionnel et des plans sur le financement de la stratégie d’ajustement. * Concevoir une méthodologie/un modèle de collecte de données financières des caisses pour la branche ‘allocations familiales' puis de calcul des recettes, prestations et coûts, à valider par les parties prenantes concernées. Le modèle sera utilisé pour établir les scenarios des reformes paramétriques, des estimations des besoins et coûts de mise en œuvre de la nouvelle stratégie de revalorisation et d’alignement/ajustement et des réformes spécifiques. * Collecter et analyser les données sur les recettes et les prestations de la ‘branche allocations familiales’ et réaliser des projections actuarielles sur les 30 prochaines années sur la base du scenario central (taux de chômage, emploi par secteur, évolution démographique, évolution du nombre d’enfants par ménage etc.) avec une estimation des mesures paramétriques pour assurer l’équilibre financier de cette branche et son élargissement aux régimes spéciaux et estimer le coût pour la mise en œuvre d’un ajustement du niveau des allocations familiales du secteur contributif. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| * Produire un rapport proposant les réformes nécessaires pour assurer l’équilibre de la branche ‘allocations familiales’ et présentant un chiffrage pluriannuel des coûts budgétaires consécutifs à l’ajustement/réévaluation des allocations familiales du secteur contributif. * Proposer dans le rapport des scénarios de mise en œuvre de l’ajustement et de l’harmonisation des différentes catégories existantes d’allocations monétaires pour les enfants.     **III. Taches et livrables :**  Sous la responsabilité du Social Policy Manager de l’UNICEF et en collaboration avec les équipes, le consultant devra de manière plus spécifique effectuer les tâches suivantes : | | | |
|  | **Livrables** | **Estimation H/J** | **Echéances** |
| 1) Rapport de démarrage | 10 H/J | 3 semaines après le début du contrat |
| 2) Analyse complète de la situation actuelle de la branche ‘allocations familiales’ contributive (recette, prestation, couverture etc.) sur la base de la collecte des données CNSS, CNRPS, CRES et MAS. | 30 H/J | 2 mois après le début du contrat |
| 3) Simulations actuarielles d’un alignement à 30DT par mois pour les 30 prochaines années de la branche ‘allocations familiales’, son extension de couverture aux régimes spéciaux avec des hypothèses validées par toutes les parties prenantes. | 20 H/J | 4 mois après le début du contrat |
| 4) Rapport provisoire et sa note de synthèse intégrant les scenarios, les reformes paramétriques pour l’équilibre de la branche, son extension de couverture et le budget à allouer pour assurer l’équilibre. | 20 H/J | 5 mois après le début du contrat |
| 5) Présentation du rapport final, de la note de synthèse et d’une PPT. | 10 H/J | 6 mois après le début du contrat |
| **Total H/J** | **90 H/J** | **6 mois** |
| **IV. Qualification et profil du candidat :**  La personne sélectionnée veillera à ce que les ensembles de données soient examinés dans les délais et à ce que tous les livrables soient atteints.  Le consultant doit répondre aux besoins ci-dessus détaillés de cette expertise :   * Au moins un master dans un domaine pertinent, tel que l’actuariat, l’économétrie, les statistiques ou l’économie. * Au moins 10 ans d’expérience dans la conduite de recherches sur la protection sociale contributive et les simulations actuarielles. * Une très bonne connaissance des systèmes de sécurité sociale et de protection sociale en Tunisie. * Connaissance de méthodes de recherche quantitative, l’analyse des données, l’élaboration de modèle économétrique et les analyses actuarielles. * Excellentes compétences en matière d’analyse et de rédaction de rapports, ainsi que la capacité de communiquer les résultats de la recherche à divers publics. * Le consultant doit être en mesure de travailler en langue française et arabe et parlées et écrites.     **V. Conditions Générales 1) Lieu et durée** | | |

|  |
| --- |
| La consultation se déroulera sur une période de 6 mois. Le consultant travaillera à distance et participera à des réunions dans les locaux de l’UNICEF, du MAS et du Centre de Recherche Sociale et Economique (CRES).  **2) Modalités de Paiement**  **1er paiement – 10%** : sur remise et validation du rapport initial qui comprend le cadre conceptuel, un plan de travail et un plan d’analyse des données.  **2e paiement – 30%** : Après réception et validation du rapport sur l’analyse complète de la situation actuelle de la branche ‘allocation familiale’ contributive (recette, prestation, couverture etc.) sur la base de la collecte des données CNSS, CNRPS, CRES et MAS.  **3e paiement – 30% :** Après réception et validation des simulations actuarielles d’une revalorisation a 30DT par mois et par enfant pour les 30 prochaines années de la branche ‘allocation familiale’, son extension de couverture aux régimes spéciaux avec des hypothèses validées par toutes les parties prenantes  **4e paiement – 15% :** Après réception et validation du rapport provisoire et sa note de synthèse intégrant les scenarios, les reformes paramétriques pour l’équilibre de la branche, son extension de couverture et le budget à allouer pour assurer l’équilibre.  **5e paiement – 15% :** à la fin du contrat après réception et validation du Rapport final de la consultation, la note de synthèse et une présentation.   1. **Supervision**   La supervision de cette consultation sera effectuée par le Social Policy Manager du Bureau de l’UNICEF en Tunisie.   1. **Points administratifs :**   Toutes les rémunérations doivent être comprises dans l'accord contractuel.  Tous les documents imprimés ou électroniques rédigés, conçus et soumis par le consultant à l'UNICEF pendant la période de consultation restent la propriété de l'UNICEF TCO.  Le contractant sélectionné ne peut pas commencer à travailler ou voyager tant que le contrat individuel concerné n'a pas été dûment approuvé, signé par les deux parties et renvoyé à la section RH, avec les documents et certifications requis.  **5) Durée du Contrat**  La consultation mentionnée ci-dessous est attendue à 90 jours de travail, sur une période de 6 mois.  **6) Documents à soumettre dans l’offre technique**  Lors de la soumission de sa propre candidature, le consultant ou le bureau d’étude postulant doit soumettre en ligne deux propositions :   1. **Une courte proposition technique qui devra inclure les documents suivants :**  * Une lettre de motivation présentant la démarche proposée par l’expert(e) * Un CV indiquant les publications pertinentes antérieures et les expériences professionnelles pour des travaux similaires * Un chronogramme/plan de travail présentant les étapes et la démarche proposée par l’expert(e)  1. **Une offre financière :** L’offre financière proposée doit contenir les honoraires, et les coûts indirects (édition). Les honoraires seront négociés et déterminés avant signature du contrat. |
| L’offre financière doit suivre le principe du « meilleur rapport qualité-prix », c’est-à-dire obtenir le résultat souhaité au tarif le plus bas possible. Le consultant sera invité à stipuler des honoraires tout compris, y compris des frais forfaitaires de déplacement et de séjour, le cas échéant. Le paiement des honoraires professionnels sera basé sur la soumission des livrables convenus. L’UNICEF se réserve le droit de retenir le paiement dans le cas où les livrables soumis ne sont pas à la hauteur des normes requises ou en cas de retard dans la soumission des livrables de la part du consultant. D'autres dépenses directement liées aux missions et aux livrables des TdRs tels que : (frais de traduction/interprétation, transport local, etc.) doivent être incluses dans l'offre financière. S’ils ne sont pas fournis par les TdRs, l’UNICEF ne remboursera pas les coûts non directement liés à la consultation. Ce contrat ne permet pas le paiement des heures supplémentaires, de l'assurance médicale, des taxes et des congés de maladie. |
| **Child Safeguarding**  Is this project/assignment considered as “[Elevated Risk Role”](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Guidance%20on%20Identifying%20Elevated%20Risk%20Roles_finalversion.pdf?CT=1590792470221&OR=ItemsView) from a child safeguarding perspective?    YES NO If YES, check all that apply:    **Direct contact role**  YES NO  If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:    **Child data role**  YES  NO  If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):       |  | | --- | | 0 |     More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/SitePages/Amendments-to-the-Recruitment-Guidance.aspx) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Child%20Safeguarding%20FAQs%20and%20Updates%20Dec%202020.pdf) |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | |
| **Consultant sourcing:**  National International Both    **Competitive Selection:**  Advertisement Desk Review Roster    **Single Source Selection** | | | **Request for:**  New SSA – Individual Contract  Extension/ Amendment | |
| **If Extension, Justification for extension:** | | | | |
| **Supervisor:** Social Policy Manager | **Start Date:** 01 Septembre 2024 | **End Date:** Février 2025 | | **Number of working Days:** 90 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Estimated Consultancy fee** | | |  | |  | | |
| Travel International (if applicable) | | | N/A | |  | | |
| Travel Local (please include travel plan) | | | N/A | |  | | |
| DSA (if applicable) | | | N/A | |  | | |
| **Total estimated consultancy costsi (90 H/J)** | | |  | |  | | |
| **Minimum Qualifications required:** | | | **Knowledge/Expertise/Skills required:** | | | | |
| Bachelors Masters PhD Other  Enter Disciplines  L’économétrie, l’actuariat, l’économie, ou les statistiques, etc.    **(for clarification see** | | | * Expérience d’au moins 10 ans dans la conduite de recherches sur la protection sociale contributive et les simulations actuarielles. * Une bonne connaissance des systèmes de sécurité sociale en Tunisie. * Bonnes compétences et expérience en analyses quantitative, connaissance de méthodes de recherche quantitative, l’analyse des données, l’élaboration de modèle économétrique. * Bonne connaissance des systèmes de protection sociale et de sécurité sociale en Tunisie. * Compétences en matière d’analyse et de rédaction de rapports. | | | | |
|  | **A) Technical Evaluation (maximum 75 Points)** | | | **B) Financial Proposal (maximum of 25 Points)** | |  | |
| **1) Education :**  Au moins un master dans un domaine pertinent, tel que l’actuariat, l’économétrie, les statistiques ou l’économie *(10 points).* | | | Pas de critères spécifiques | |
| **2) Expérience Professionnelle :** Expérience de travail pertinente d’au moins 10 ans avérée dans la conduite de recherches sur la protection sociale contributive et les simulations actuarielles et une très bonne connaissance des systèmes de sécurité sociale en Tunisie *(30 points).* | | |
| **3)** Très Bonnes compétences et expérience **en analyses quantitative,** connaissance de méthodes de recherche quantitative, l’analyse des données, l’élaboration de modèle économétrique et les analyses actuarielles *(15 points).* | | |
| **4)** Une bonne connaissance des systèmes de protection sociale et de sécurité sociale en Tunisie  (dimensions cotisations et prestations) *(10 points).* | | |  | |
| **5)** Excellentes compétences en matière d’analyse et de rédaction de rapports, ainsi que la capacité de communiquer les résultats de la recherche à divers publics *(5 points).* | | |
| **6)** Le consultant doit être en mesure de travailler en langue française et arabe et parlées et écrites *(5 points).* | | |  | |
| *NB : Prière de noter que seules les candidatures ayant eu un score de 60% ou plus lors de l’évaluation technique, passeront à l’évaluation financière.* | | | | | | | |
| **Administrative details:**  Visa assistance required:    Home Based Office Based:  Les déplacements seront pris en charge par le consultant. Le consultant utilisera son propre PC. | | | **If office based,** seating arrangement identified:  IT and Communication equipment required:  Internet access required: | | | | |
| **Request Authorised by Section Head** | | | **Request Verified by HR:** | | | | |
| *Approval of Chief of Operations (if Operations): Approval of Deputy Representative (if Programme)*    *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*    *Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)* | | | | | | | |

1 Les coûts indiqués sont des estimations. Le cout final doit suivre le principe du « meilleur rapport qualité-prix », c'est-à-dire atteindre le résultat souhaité au prix le plus bas possible. Les consultants seront invités à stipuler les honoraires tout compris, y compris les frais de déplacement et de séjour, le cas échéant.

Le paiement des honoraires professionnels sera basé sur la soumission des livrables convenus. L'UNICEF se réserve le droit de retenir le paiement si les produits fournis ne sont pas conformes aux normes requises ou en cas de retard dans la soumission des produits de la part du consultant.

**NB:**

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérés comme des « fonctionnaires » en vertu du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF, et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance maladie). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions Générales des Contrats de Services de Consultants et d'Entrepreneurs Individuels. Les consultants et les entrepreneurs individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de toutes taxes et/ou droits, conformément aux lois locales ou autres lois applicables.

Le candidat sélectionné est seul responsable de s'assurer que le visa (applicable) et l'assurance maladie requis pour exécuter les fonctions du contrat sont valides pour toute la durée du contrat. Les candidats sélectionnés sont soumis à la confirmation de leur statut de vaccination complète contre le SARS-CoV-2 (Covid-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui doit être satisfaite avant de prendre la mission. Il ne s'applique pas aux consultants qui travailleront à distance et qui ne sont pas censés travailler ou visiter les locaux de l'UNICEF, les lieux d'exécution des programmes ou interagir directement avec les communautés avec lesquelles l'UNICEF travaille, ni se déplacer pour exercer des fonctions pour l'UNICEF pendant la durée de leur mission. UNICEF offre [reasonable accommodation](https://www.unicef.org/careers/unicef-provides-reasonable-accommodation-job-candidates-and-personnel-disabilities) pour les consultants porteurs d’ handicap. Il peut s'agir, par exemple, d'un logiciel accessible, d'une aide aux déplacements pour les missions ou d'accompagnateurs. Nous vous encourageons à divulguer votre handicap lors de votre candidature au cas où vous auriez besoin d'aménagements raisonnables pendant le processus de sélection et par la suite dans votre affectation.

1. Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (1966) [↑](#footnote-ref-1)
2. Constitution de la République Tunisienne (2022) [↑](#footnote-ref-2)
3. INS, Carte de la pauvreté (2021) [↑](#footnote-ref-3)
4. Loi fondamental n°2019‐10 du 30 janvier 2019 fixant le Programme de AMEN Social,

   [https://www.social.gov.tn/fr/cr%C3%A9ation-des-sources-de-revenu-au-profit-des-cat%C3%A9gories-d%C3%A9muniesinscrites-au-programme-amen-social](https://www.social.gov.tn/fr/cr%C3%A9ation-des-sources-de-revenu-au-profit-des-cat%C3%A9gories-d%C3%A9munies-inscrites-au-programme-amen-social)

   [↑](#footnote-ref-4)
5. Loi n° 88-40 du 6 mai 1988 modifiant la loi n° 65-17 du 28 juin 1965 étendant les régimes de sécurité sociale - CNSS - CNRPS aux étudiants - Tunisie [↑](#footnote-ref-5)
6. Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages, INS, 2015 [↑](#footnote-ref-6)
7. Carte de la Pauvreté (2021) [↑](#footnote-ref-7)
8. Décret n°2022-08 du 31 janvier 2022 créant une allocation familiale pour les enfants de moins de 6 ans. [↑](#footnote-ref-8)